

Philippe Yvin prend la tête de la Société du Grand Paris

Le Conseil des ministres de ce mercredi 19 février a confirmé la nomination de Philippe Yvin à la présidence du directoire de la Société du Grand Paris en remplacement d'Etienne Guyot. Le principal défi de la SGP est la réalisation dans les temps du nouveau métro périphérique Grand Paris Express.

Philippe Yvin était précédemment conseiller en charge des collectivités territoriales et de la décentralisation au sein du cabinet du Premier ministre Jean-Marc Ayrault après avoir été directeur général des services du Conseil général de Seine-Saint-Denis - alors présidé par Claude Bartolone.

Cette nomination pressentie depuis la fin 2013 avait été validée par le Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris le mardi 21 janvier.

Cécile Duflot veut rassurer des élus inquiets de la préfiguration de la Métropole

Cécile Duflot, ministre en charge du Grand Paris, a tenté vendredi, lors d'un déplacement en Seine-Saint-Denis, de rassurer des élus franciliens inquiets de la manière dont va se façonner la future Métropole du Grand Paris.

« Le partenariat, la démarche concertée entre l'État et les collectivités (...) sont au fondement de la méthode que je revendique pour l'action publique. C'est cette méthode que j'entends continuer à mettre en oeuvre pour construire le Grand Paris de demain », a déclaré Mme Duflot.

La ministre s'exprimait devant un aréopage d'élus à l'occasion de la signature du contrat de développement territorial (CDT, liant État et collectivités) de la communauté d'agglomération Est Ensemble, qui regroupe 9 communes de la Seine-Saint-Denis.

La Métropole du Grand Paris, portée sur les fonds baptismaux parlementaires en décembre, doit voir le jour le 1er janvier 2016. Une mission de préfiguration doit en préciser le fonctionnement.

Des tiraillements apparaissent déjà rien que sur la rédaction du décret devant créer cette mission: les élus craignent — par la voix du syndicat mixte Paris Métropole qui regroupe 209 collectivités franciliennes — une mainmise de l'État.

Afin de peser sur le contenu ce décret, qui devrait sortir après les municipales, Paris Métropole a

mis sur pied des groupes de travail (fiscalité, territoires, etc.) pour pouvoir présenter des propositions et s'assurer d'une réelle « *co-production* » élus-État à toutes les étapes de la future Métropole.

Le principe d'une co-présidence de la mission est acquis: elle sera assurée par le préfet de région Jean Daubigny et le président de Paris Métropole, actuellement Daniel Guiraud, le maire PS des Lilas.

Les élus entendent aussi avoir leur mot à dire sur le choix du « *préfigurateur* », un poste pour lequel circule le nom de François Lucas, haut fonctionnaire et ancien du cabinet de Jean-Pierre Chevènement au moment de la loi sur l'intercommunalité de 1999.

Le président d'Est Ensemble, Gérard Cosme (PS), a insisté dans son allocution sur la nécessité que le changement institutionnel représenté par la Métropole permette aux projets tels que les CDT de « *perdurer* » dans le temps.

Le CDT d'Est Ensemble, baptisé « *la Fabrique du Grand Paris* » en hommage à l'identité ouvrière et populaire du territoire, porte sur des projets économiques, des formations professionnelles en lien avec l'activité du secteur (métiers de techniciens en fibre optique, laborantins en biotechnologies, etc.) et sur la construction de 2.800 logements par an pour participer à l'objectif global de 70.000 logements inscrit dans la loi sur le Grand Paris.

« *Nos engagements doivent être tenus au-delà de 2016* », a martelé M. Cosme. 2016 est la date théorique d'entrée en fonction de la Métropole qui engendrera la disparition des communautés d'agglomération en tant qu'entités juridiques pour les remplacer par des « *conseils de territoires* » aux contours encore flous.

Preuve que le sujet est éminemment politique, cette signature de CDT s'est déroulée en présence notamment de Claude Bartolone, président PS de l'Assemblée nationale, homme fort de la Seine-Saint-Denis et prétendant au poste de président de la future Métropole.

[Grand Paris Version Ayrault](#)

Tout en se prononçant sur sa politique métropolitaine à l'occasion de l'examen du projet de loi sur l'« affirmation des Métropoles » en juillet dernier, le gouvernement a livré sa vision du Grand Paris. Un projet englobant la petite couronne qui donne priorité aux transports et, tout compte fait, s'avère peu ou prou en continuité avec celui de Nicolas Sarkozy.

Eco-construction

L'éco-construction peine à sortir de terre, mais plusieurs territoires continuent à parier sur son essor. Une politique courageuse en attendant un lointain retour sur investissement.

Istanbul entre passé et futur

Principal centre économique et culturel de la Turquie, Istanbul se développe au détriment de son histoire et de son environnement. Pour booster sa candidature aux JO sur fond de discorde avec les habitants.

La méthode Hidalgo pour le Grand Paris

La candidate PS à la mairie de Paris y a vanté un modèle d'urbanisme pour la métropole

Paris, modèle pour le Grand Paris? Ce samedi, Anne Hidalgo, candidate à la mairie de Paris, a fait une visite du quartier Paris Rive gauche sur le thème du Grand Paris. A ceux qui s'étonneraient que l'on évoque la métropole en arpentant la capitale intra-muros, l'actuelle adjointe (PS) à l'urbanisme répond que *«l'on est sur un territoire métropolitain. Sur Paris Rive gauche, on est dans la ville mixte dans toutes ses fonctions, et c'est un modèle»*. *«Nous avons un savoir-faire»*, ajoute-t-elle.

Contrairement au président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, qui a fait savoir il y a quelques jours qu'il allait s'intéresser de près à la gouvernance de la métropole, Anne Hidalgo se garde bien d'en faire une affaire personnelle. C'est Paris qu'elle défend. Parler de la présidence? *«Ce n'est pas le moment»*.

Pour le moment à vrai dire, c'est la composition de la mission de préfiguration de la métropole qui est en discussion: le nombre de représentants de Paris n'étant pas fixé par la loi, on négocie. *«Il est essentiel que Paris soit représenté de façon importante dans cette préfiguration»*, affirme la candidate. Quand le Grand Paris verra le jour en 2016, pourrait-on imaginer qu'elle ne soit pas présidée par un ou une élu(e) parisien(ne)? *«Avant de se poser la question, il faut d'abord gagner les villes. En tout cas, Paris comptera»*, prévient-elle. La capitale aura 30% des sièges du futur conseil métropolitain.

La métropole de Paris qui vient d'être votée n'est pas celle que le gouvernement avait initialement présentée aux parlementaires, mais elle convient parfaitement à la candidate. *«Je pense qu'il fallait accélérer le pas»*, explique-t-elle en évoquant le forcing qu'ont fait, et gagné, les députés socialistes pour obtenir une structure très intégrée et passablement contraignante. *«A un moment donné, les municipales arrivant, il y avait quand même une tentative de statu quo qui aurait été dramatique. Il fallait que la métropole soit vraiment un lieu de discussion politique»*.

Se gaussant au passage de la proposition *«d'annexion»* de communes limitrophes transformées en arrondissements qu'aurait faite *«madame NKM»*, Anne Hidalgo vante au contraire ses propres talents de raccommodeuse. Partout où elle peut, elle entend recoudre la coupure du périphérique sur le modèle de ce qui est déjà fait à la porte des Lilas et à la porte de Vanves. *«Il existe encore d'autres possibilités, à la porte de la Chapelle et sans doute aussi dans le XVII^e»*, estime-t-elle.

Paris modèle, Paris qui compte. Mais prudence quand même: *«Nous travaillons à une ville de Paris qui ne soit pas arrogante par rapport à ses voisins»*. Juste un modèle.

Cancer campus - Gustave Roussy s'agrandit

« Le rayonnement de Cancer campus doit le conduire à devenir un pôle d'excellence de dimension internationale à l'image du Génomus d'Evry ou du Biocitech de Romainville »
Arnoul Charoy | Chef de projet

C'est un des projets les plus ambitieux du Grand Paris. Et une réalisation de première importance pour la recherche contre le cancer. A Villejuif, Cancer Campus veut devenir un cluster » de pointe en biotechnologies, cancérologie et santé. Autrement dit un site dédié aux soins et à la recherche médicale qui intègre aussi des entreprises. Arnoul Charoy, chef de projet depuis son lancement en 2006, annonce la couleur : « Le rayonnement de Cancer campus doit s'étendre bien au-delà de Villejuif et du Val de Bièvre et le conduire à devenir un pôle d'excellence de dimension internationale à l'image du Génomus d'Evry ou du Biocitech de Romainville ». À l'origine, l'idée de Cancer Campus naît au sein de l'Institut Gustave Roussy (IGR), sous l'impulsion de son directeur général d'alors, Thomas Tursz. Puis les partenariats se multiplient avec l'AP-HP, le CEA, l'Inserm. Aujourd'hui, l'IGR se retrouve au coeur de la « Vallée des biotechnologies » en construction dans le sud parisien, territoire retenu dans le Grand Paris.

Maillon fort Cap est donc mis sur l'arrivée de la « superstation » de métro IGR/ Cancer Campus qui connectera les lignes bleu et rouge du Grand Paris Express. On en connaît désormais l'emplacement exact « au plus près de l'IGR », devant l'entrée du centre de lutte contre le cancer. Situé à proximité de Paris et d'Orly, le cluster de Villejuif veut se placer en concurrence avec les plus grands centres de recherche sur le cancer comme ceux de Boston ou Singapour. « Cancer Campus sera également un maillon fort du pôle de compétitivité Médecin, souligne Arnoul Charoy de l'Association Cancer Campus. Il n'y a pas de projet comparable en cancérologie à l'échelle nationale ». Créée en 2007, l'Association Cancer Campus joue le rôle d'« ensemblier ». C'est la cheville ouvrière du projet qui met en relation partenaires institutionnels et chercheurs. Elle fait aussi collaborer les chercheurs entre eux, malgré la forte compétition

Claude Bartolone part à l'assaut du Grand Paris

Il est prêt à quitter la présidence de l'Assemblée nationale pour celle de la future métropole du Grand Paris. Claude Bartolone (PS) a laissé entendre, dimanche 2 février, sur France 5, qu'il serait candidat en 2016 à la tête de l'institution francilienne créée par la loi votée par les députés en décembre 2013. « *Croyez-moi, je vais m'intéresser au Grand Paris, quel que soit le poste* », a-t-il déclaré lors de l'émission « C Politique ».

Sur sa route vers la candidature, il doit franchir une étape. Le député de Seine-Saint-Denis a indiqué qu'il avait « *proposé* » au maire sortant du Pré-Saint-Gervais, Gérard Cosme (PS), sa « *candidature* » sur la liste aux municipales de mars. Une fois réélu conseiller municipal dans la ville dont il fut maire de 1995 à 1998, M. Bartolone pourra siéger au conseil métropolitain, instance délibérante de la future métropole. D'ici deux ans, ce sont les conseillers de cette assemblée qui éliront l'un d'entre eux à la présidence.
